



Perspectives de l'économie mondiale du FMI :

« Une croissance trop faible depuis trop longtemps »

Le FMI a publié le mardi 12 avril ses perspectives économiques mondiales (PEM) dans lesquelles il souligne la fragilité de l'économie mondiale : « la reprise de l'économie mondiale se poursuit, mais elle est toujours plus lente et de plus en plus fragile ». Pour Maurice Obstfeld, Conseiller économique et Directeur du département des études du FMI : « Moins de croissance, cela signifie moins de droit à l'erreur », et il ajoute : « une croissance anémique persistante laisse des séquelles, qui ont pour effet de ralentir la croissance potentielle et, du même coup, la demande et les investissements ». Dans les Pays avancés, selon les projections du FMI, la croissance devrait atteindre 1,9 % en 2016 et 2 % en 2017. Aux États-Unis, la croissance devrait s'établir à 2,4 % en 2016 et suivre une progression modérée en 2017. Dans la zone Euro, le FMI prévoit une croissance de 1,5 % cette année et de 1,6 % en 2017, soit une baisse respectivement de 0,2 % et de 0,1 % par rapport aux précédentes perspectives de l'économie mondiale établies pour 2016. Au Japon, la baisse conjuguée de la croissance et de la consommation privée génère un affaiblissement du taux de croissance attendue, avec 0,5 % en 2016 et -0,1 % en 2017.

Perspectives de l'économie mondiale : <http://www.imf.org/external/ns/loe/cs.aspx?id=3>

Présentation des PEM dans le Bulletin du FMI : <http://www.imf.org/external/French/pubs/ft/survey/so/2016/NEW041216AF.htm>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Banque de France

Rue de la Banque N° 24 - Mai 2016 : Les chocs de demande étrangère se répercutent-ils sur les ventes des entreprises en France ?

Une interaction est observée entre les exportations des entreprises et leurs ventes sur le marché national. Des estimations réalisées à partir de données d'entreprises françaises montrent qu'une hausse (respectivement une baisse) de 10 % des exportations de ces entreprises engendre, la même année, une progression (respectivement une réduction) de leurs ventes en France comprise entre 1 % et 3 %. Cette forte interaction entre les ventes des entreprises sur leurs différents marchés peut résulter de contraintes de financement à court terme qui rendent les entreprises plus sensibles à leur environnement international. Pendant la crise, la forte contraction de la demande enregistrée sur certains marchés de la zone euro a pu affecter l'activité des entreprises françaises sur le marché national, notamment les plus fragiles.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-24-Choc.pdf

Union européenne

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,2 % en mars 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4 % enregistré en février 2016 et à celui de 11,2 % de mars 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,8 % en mars 2016, en baisse par rapport au taux de 8,9 % de février 2016 et à celui de 9,7 % de mars 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 en 7 ans, depuis avril 2009. Eurostat estime qu'en mars 2016, 21,419 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,437 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 250 000 dans l'UE28 et de 226 000 dans la zone euro. Comparé à mars 2015, le chômage a baissé de 2,091 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,477 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en mars 2016 ont été enregistrés en République tchèque (4,1 %) et en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (24,4 % en janvier 2016) et en Espagne (20,4 %).

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2016-499 du 22 avril 2016 portant publication de la convention du Conseil de l'Europe du 16 mai 2005 relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (ensemble une annexe), signée par la France à Strasbourg le 23 mars 2011.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032447119&categorieLien=id>

Décret n° 2016-459 du 13 avril 2016 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Association des États de la Caraïbe définissant les modalités de participation de la région Martinique à l'Association des États de la Caraïbe, en tant que membre associé, signé à Carbet, Martinique, le 11 avril 2014, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Association des États de la Caraïbe définissant les modalités de participation de la région Guadeloupe à l'Association des États de la Caraïbe, en tant que membre associé, signé à Basse-Terre, Guadeloupe, le 14 avril 2014, du protocole modifiant l'accord signé à Mexico le 24 mai 1996 entre le Gouvernement de la République française et l'Association des États de la Caraïbe définissant les modalités de la participation de la République française à l'Association des États de la Caraïbe en tant que membre associé au titre de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, signé à Port-d'Espagne, République de Trinité-et-Tobago, le 16 avril 2014.

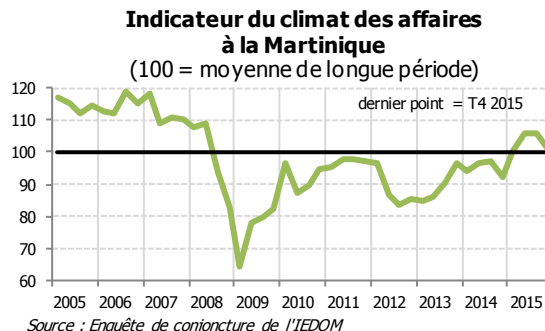
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032401874&categorieLien=id>

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : synthèse économique de l'année 2015

L'IEDOM a publié la synthèse de l'évolution économique de la Martinique pour l'année 2015. Les premiers signes de redressement observés en 2014 se confirment mais les fondamentaux de l'économie restent trop fragiles pour attester d'une reprise franche et pérenne.

L'indicateur du climat des affaires progresse (+9,3 points sur un an). Il a franchi sa moyenne de longue période pour la première fois depuis 2008 et s'est maintenu au-dessus durant tout l'exercice 2015 pour s'établir à 101,5 en fin d'année. La situation du marché du travail reste structurellement dégradée mais s'améliore, avec un nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en baisse (-2,3 % sur un an) et des offres d'emploi en hausse (+12,1 %).



Au niveau sectoriel, la situation est contrastée. L'agriculture et l'agroalimentaire enregistrent des résultats encourageants, alors que le BTP et les industries connexes sont à bout de souffle, en lien avec des perspectives incertaines. En dépit d'une inflation faible (+0,1 %), mais dans un contexte marqué par la prudence des agents économiques, l'activité commerciale souffre d'une demande encore hésitante. Dans le tourisme, le segment de la croisière gagne en dynamisme (+35,9 % de croisiéristes), contrairement à l'hôtellerie qui peine à se redresser.

En parallèle, l'activité financière reste dynamique pour l'ensemble des agents économiques. L'encours sain des crédits octroyés ainsi que les avoirs financiers sont en progression (respectivement de 5,7 % et de 4,2 % sur un an).

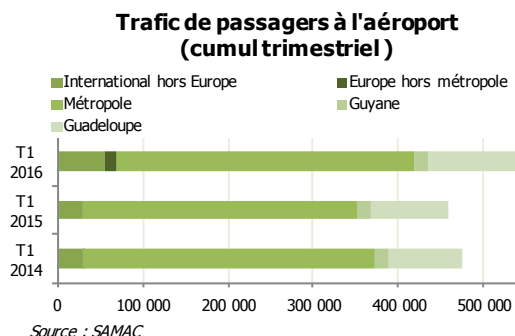
La publication est disponible sur le [site internet de l'agence IEDOM de Fort-de-France](#).

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Trafic aéroportuaire au 1^{er} trimestre 2016 : le nombre de passagers s'accroît

Le trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire enregistre une hausse de 17,6 % sur le premier trimestre 2016 par rapport à la même période en 2015.

Cette évolution est tirée par la progression du trafic international, grâce à la multiplication des liaisons avec l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada) et à l'ouverture de lignes charter pour les croisiéristes embarquant en Martinique. Les passagers en provenance de ou à destination de l'étranger (y compris l'Europe) sont plus de deux fois plus nombreux qu'il y a un an, leur nombre passant de 29 727 à 68 624 (+130,8 %). La part du trafic international dans le total des mouvements de passagers a ainsi quasiment doublé en un an, passant de 6,5 % au 1^{er} trimestre 2015 à 12,7 % au 1^{er} trimestre 2016.



Pendant cette haute saison touristique, le trafic avec la métropole est également bien orienté (+9,1 % sur un an).

Enfin, les mouvements vers ou au départ de la Guadeloupe augmentent sensiblement (+13,1 %) sur le premier trimestre, tandis que le trafic avec la Guyane est stable (+0,3 % sur un an).

Progression des perspectives d'embauches en 2016

Le 12 avril 2016, Pôle emploi et le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) ont dévoilé les résultats de l'enquête « Besoins en main-d'œuvre 2016 », qui évalue les perspectives d'embauches dans l'ensemble des régions métropolitaines et d'outre-mer. En recensant les profils recherchés par les entreprises, l'enquête permet d'orienter le financement des formations aux demandeurs d'emploi, afin qu'elles soient en adéquation avec les besoins du tissu économique local.

Selon cette étude, 28 % des établissements de la Martinique (soit 3 500 employeurs potentiels) ont l'intention de recruter en 2016, contre 25 % en 2015. Près de 9 500 projets de recrutement sont dénombrés à travers l'île, soit un millier de plus qu'un an auparavant (+12 %).

Si cette progression concerne l'ensemble des secteurs, c'est dans le commerce qu'elle est la plus marquée (+30 %). En termes de répartition, le secteur des services concentre toutefois la majorité des besoins en main-d'œuvre (62 %). Par ailleurs, un tiers (34,1 %) des projets de recrutement relève d'une activité saisonnière (principalement dans le BTP, la manutention, la vente et le secteur agricole), et une embauche sur quatre (27,4 %) est jugée difficile par les employeurs (pénurie de candidatures, profils inadéquats, démarches de recrutement lourdes, ...).

Le détail des résultats de l'enquête est disponible sur [le site de Pôle emploi](#).

Les prix de la Martinique restent supérieurs de 12,3 % à ceux de la métropole

Selon une enquête réalisée par l'INSEE en 2015, le niveau général des prix à la consommation en Martinique est supérieur de 12,3 % à celui de la France hexagonale. Le calcul de cet écart tient compte des différences de paniers de consommation sur les deux territoires et synthétise deux facteurs. D'une part, en conservant le même mode de vie, un ménage martiniquais résidant en France métropolitaine diminuerait son budget de consommation de 7,1 %. D'autre part, un ménage métropolitain devrait à l'inverse augmenter son budget de 17,1 % afin de conserver ses habitudes de consommation en Martinique. L'alimentation participe majoritairement à cet écart de prix. Ainsi, les prix des produits alimentaires sont plus élevés de 38,2 % en Martinique.

L'étude est disponible sur le [site internet de l'INSEE](#).

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Commerce régional de la Martinique : des échanges encore embryonnaires

La Martinique échange peu avec son environnement régional. Hors produits pétroliers, les importations et les exportations avec les pays de la région (Amériques et Caraïbes, hors territoires français) s'élèvent respectivement à 99,8 et 6,9 millions d'euros en 2015. Bien qu'en progression par rapport à 2014 (+4,4 % et +47,6 % respectivement), elles demeurent marginales dans le commerce extérieur de la Martinique : 4,8 % des importations totales et seulement 3,3 % des exportations. Les principaux postes d'exportation sont les matériels de transport et les produits agroalimentaires à destination de l'Amérique du Nord (42,0 % et 10,2 % de la valeur totale des exportations régionales en 2015) et des Caraïbes (6,9 % et 8,1 %). S'agissant des importations, ce sont principalement des produits en caoutchouc et en plastique et des produits minéraux divers qui sont expédiés vers la Martinique, depuis l'Amérique du Sud (10,2 % des importations régionales) et l'Amérique du Nord (6,2 %) en particulier. Les produits agroalimentaires régionaux se retrouvent également souvent sur les étals martiniquais (12 % des importations régionales). Ils proviennent principalement des Caraïbes (6,9 % des importations régionales).

Alors que le potentiel d'échanges dans la région apparaît encore sous-exploité, la première édition du Salon caribéen du transport et de la logistique s'est tenue du 11 au 13 mai 2016 en Martinique, à l'initiative du *Cluster GAT Caraïbes Logistique et Transports*. Des représentants politiques ainsi que de nombreux organismes et opérateurs publics et privés du secteur, de nationalités différentes, étaient présents, dans le but de se coordonner pour saisir les opportunités de l'ouverture de nouveaux canaux au Panama et au Nicaragua, et créer un grand marché du transport et de la logistique à l'échelle de la Caraïbe. Au programme, plusieurs conférences, notamment autour de la place du marché caribéen au niveau mondial. Les participants ont également pu réagir à propos des réglementations douanières et fiscales, qu'ils jugent trop rigides.

Pour la Martinique, le salon était également l'occasion de réfléchir aux moyens d'accroître son potentiel commercial dans la région, les exportateurs locaux ayant rappelé qu'il était souvent moins économique d'expédier des marchandises depuis Fort-de-France que de passer via la métropole ; un paradoxe qu'ils souhaitent lever dans les années à venir.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	- mars 2016	99,6	-0,3 %	-0,4 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- mars 2016	42 980	-0,7 %	-3,5 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- décembre 2015	22 675	-1,5 %	-0,8 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés <i>Données consolidées</i>	- mars 2016	37 653	-	-16,3 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- mars 2016	223,0	+14,7 %	-9,1 %
	Hors produits pétroliers		181,9	+7,4 %	-4,8 %
	Exportations (millions d'euros)	- mars 2016	29,8	+34,7 %	-39,8 %
	Hors produits pétroliers		20,9	+75,7 %	+32,2 %
Grande distribution (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel	- mars 2016	13,4 %		-6,8 pts
	Hors produits pétroliers		11,5 %		+3,2 pts
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- février 2016	43,9	-7,6 %	-2,9 %
		- cumul annuel	91,5		+1,6 %
	Personnes physiques en interdiction bancaire	- mars 2016	15 465	-2,1 %	-1,0 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- mars 2016	2 361	-0,9 %	-3,2 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- mars 2016	187 651	+7,0 %	+23,0 %
		- cumul annuel	539 223		+17,4 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- janvier 2016	92 464	+109,6 %	+78,4 %
		- cumul annuel	-		-
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- avril 2016	14 972	-0,2 %	+1,3 %
		- cumul annuel	57 075		-2,2 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mars 2016	924	+23,0 %	-6,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mars 2016	184	+39,4 %	+4,0 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		3 219		+5,0 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2016 - JORF du 27/12/2015

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/16)					
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*	
Autres cas :	4,54%	0,75%	0,75%	1,25%	1,50%	0,50%

* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,2280%	-0,2270%	-0,3030%	-0,3330%	-0,3440%	-0,2510%	-0,1410%	-0,0120%

Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)

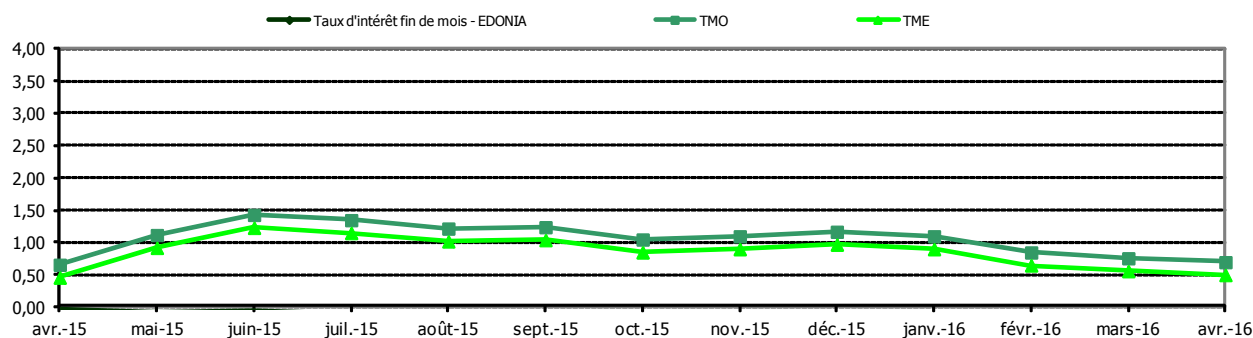
Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'État (TMO)			
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	Février	Mars	Avril
0,90%	0,65%	0,56%	0,50%	1,10%	0,85%	0,76%	0,70%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,05%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,17%
Prêts à taux variable	3,55%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,92%
Prêts-relais	4,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,33%
Autres prêts		Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,05%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,73%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,20%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,63%	Découverts en compte	13,37%

(f) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

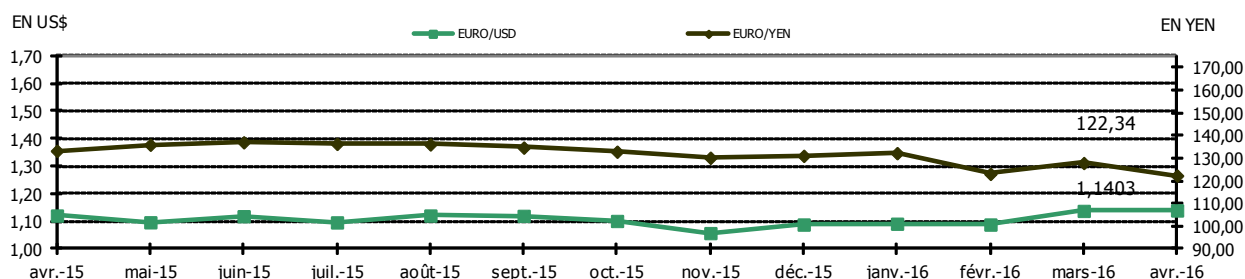
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (États-Unis)	1,1403	EURO/ZAR (Afrique du Sud)	16,1567	EURO/SRD (Surinam)	6,5282
EURO/JPY (Japon)	122,3400	EURO/BWP (Botswana)	12,1379	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,0507
EURO/CAD (Canada)	1,4286	EURO/SCR (Seychelles)	15,6183	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,463
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7803	EURO/MUR (Maurice)	40,0391	EURO/BBD (La Barbade)	2,2879
EURO/SGD (Singapour)	1,5311	EURO/BRL (Brésil)	3,9738	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,4805
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,8466	EURO/VEF (Vénézuéla)	11,4254	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3669,0175	EURO/XCD (Dominique)	3,0887	EURO/FC (Comores)	491,96775

Évolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	